

Le sommet de l'Union africaine est sous pression

A lors que le sommet de l'UA va se tenir à Niamey, les attaques des groupes armés islamiques illustrent une évolution peu rassurante sur le terrain. Avec le sommet de l'UA qui se déroule du 4 au 6 juillet à Niamey, s'annonce la semaine de tous les dangers. Cinquante chefs d'État et leur délégation vont être placés sous haute surveillance, et la capitale va être transformée en « bulle sécuritaire » contre toute attaque terroriste. Toutes les forces de sécurité maliennes, soutenues par des moyens de troisième dimension, drones et satellites français et américains, sont en alerte maximum. Trois promotions d'élèves gendarmes et policiers tout juste sortis de l'école sont même déployées. Car pour les groupes armés islamistes, réussir un coup de force pendant une telle réunion politique de haut niveau, c'est être assuré de bénéficier d'une caisse de résonance médiatique exceptionnelle. Ce n'est pas la première fois qu'ils essaient de réaliser un coup d'éclat dans la capitale. Le 19 juin dernier, deux policiers sont abattus et quatre autres blessés dans l'attaque-surprise en pleine nuit, à 23 h 30, de leur poste à l'entrée nord de Niamey, sur la route de Ouallam. Le modus operandi est similaire aux précédentes attaques : les terroristes déboulent à moto. Une première si près de Niamey. Perpétrer un attentat étant toutefois difficile pour eux en ville, les terroristes multiplient les attaques à la « périphérie », la frontière du Niger et du Mali devenue désormais un nouveau champ de bataille après l'autre frontière passoire, celle avec le Burkina Faso.

S./

DETTE EXCESSIVE

L'Italie échappe à la sanction de l'Union européenne

La Commission européenne a tenu compte des engagements du gouvernement italien de réduire son déficit. La pression est maintenue pour 2020.

L'Italie échappe donc à la sanction de la part de l'Union européenne. La Commission a en effet décidé de ne pas ouvrir de procédure disciplinaire pour déficit excessif en 2019 due à son niveau d'endettement. Elle maintient toutefois la pression pour 2020. Cette annonce était attendue après la promesse du gouvernement italien de réduire son déficit. « Sur la base des engagements (du gouvernement italien, NDLR), la Commission a conclu qu'une procédure pour déficit excessif contre l'Italie au titre de la dette n'est plus justifiée à ce stade », a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Ce dernier compte expliquer ses conclusions aux 19 ministres des Finances de la zone euro, lors d'une réunion lundi prochain à Bruxelles au cours de laquelle ils doivent eux aussi se prononcer sur l'abandon de cette procédure. « Je suis très confiant que les ministres se-



ront d'accord » avec l'exécutif européen, a-t-il ajouté. L'avis de la Commission est généralement suivi par les États membres. Pierre Moscovici se garde toutefois bien de faire retomber

la pression sur la coalition populiste. « Nous allons continuer à surveiller étroitement la mise en œuvre du budget italien pour la seconde moitié de l'année », a-t-il prévenu. En outre, il a

promis d'« évaluer très soigneusement le projet de budget italien pour 2020, qui doit parvenir le 15 octobre » à la Commission.

S./

UNION EUROPÉENNE

Une victoire à la Pyrrhus d'Emmanuel Macron ?

Les dirigeants européens se sont entendus sur la distribution des postes. C'est une équipe de fédéralistes convaincus qui a été choisie. Les dirigeants des Vingt-Huit ont installé à la tête de l'Union européenne une équipe de fédéralistes convaincus, mais celle-ci devra évoluer sur un terrain miné par plusieurs bombes à retardement laissées par un processus de nomination chaotique.

La première de ces difficultés à venir se trouve au Parlement européen, où la confirmation de l'Allemande Ursula von der Leyen à la tête de la Commission n'est pas garantie. De nombreux députés sont irrités d'avoir été marginalisés par le Conseil des chefs d'État et de gouvernement qui, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, n'a pas voulu tenir compte.



S./

POUR LE PEUPLE SAHRAOUI

Intensifier la bataille internationale pour l'autodétermination



La s'est engagée à intensifier les actions de sensibilisation vis-à-vis de la cause sahraouie et à mobiliser l'opinion publique pour que la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé, ont rapportés avant-hier des médias sahraouis. Réunis à Vitoria-Gasteiz, les membres de la Coordination européenne ont appelé à intensifier la bataille internationale, à mobiliser l'opinion publique pour que

la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé par le Maroc ainsi qu'à agir pour faire respecter les résolutions de l'ONU et de l'Union africaine (UA) prévoyant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, a indiqué l'agence SPS. Intervenant lors de cette réunion préparatoire de la 44e édition de la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (EUCOCO), le président de la

Coordination, Pierre Galland, s'est engagé à organiser des activités sur tout le continent européen afin de mobiliser la société civile sur la question sahraouie, rappelant la « responsabilité collective » des pays européens dans le processus de décolonisation du Sahara occidental. M.Galland a abordé, à l'occasion, les travaux d'organisation de l'EUCOCO 2019 prévue en novembre à Vitoria-Gasteiz, en présentant les avancées et les questions centrales de cette 44e édition, a ajouté SPS.

AFFAIRE SKRIPAL

Révélation sur le troisième homme

Après les rebondissements dans l'enquête sur l'empoisonnement, en mars 2018, d'un ex-agent double russe, Vladimir Poutine en minimise les conséquences. Vladimir Poutine a beau affirmer dans une interview au Financial Times que tout ça « ne vaut pas cinq kopecks », une évidence s'impose :

l'affaire Skripal est loin d'être classée. Car la tentative d'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal le 4 mars 2018 à Salisbury dans le sud de l'Angleterre s'enrichit d'une séquence. On en sait davantage sur le troisième homme soupçonné d'avoir participé à l'opération. Il s'agit de Denis Sergueïev, 45 ans,

alias Sergueï Fedotov, un major général issu du GRU, le renseignement militaire russe. Le site d'investigation Bellingcat, déjà à l'origine de la révélation des identités de deux agents filmés dans les rues de Salisbury, non loin du domicile de Skripal, estime que le troisième protagoniste jouait « un rôle

de supervision et de coordination ». Denis Sergueïev débarque à Londres le 2 mars en début de matinée par un vol en provenance de Moscou, quatre heures avant celui de ses deux collègues. Il s'installe dans un hôtel près de la gare de Paddington. Il y passe l'essentiel de son temps, communiquant via les applications What-

sApp, Viber, Telegram et Facebook Messenger. Son interlocuteur ? Un certain « Amir », le nom de code d'un supérieur basé au siège du GRU à Moscou. Il discutera avec lui à onze reprises au cours de son séjour. Des échanges qui dureront jusqu'à 9 minutes.

G.H

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR D'ACHAT ?

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'il est possible d'acheter grâce à la perception d'un revenu. L'évolution du pouvoir d'achat est égale à l'évolution des revenus et des prestations sociales une fois l'inflation déduite. En France, c'est l'INSEE qui est chargé de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat à travers une suite de série statistique.



Pouvoir d'achat : définition

Selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) le pouvoir d'achat est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une « unité » de salaire. L'évolution du pouvoir d'achat dépend de celle des prix (inflation) et des salaires : Si les prix grimpent et que les revenus restent constants, le pouvoir d'achat diminue. Si les prix baissent alors que les revenus augmentent, le pouvoir d'achat s'améliore. L'indice des prix ne tient pas compte des remboursements des emprunts immobiliers ou des crédits à la consommation qui sont

assimilés à des opérations financières.

Calcul du pouvoir d'achat

Pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat, utilise 2 notions clés : le revenu et l'évolution des prix.

Revenu disponible brut des ménages

Le revenu disponible brut des ménages correspond aux revenus d'activité, augmentés des prestations sociales reçues (allocations chômage et familiales, aides au logement, etc.), dont sont déduits les impôts versés. Les revenus d'activité sont ceux tirés des revenus du travail et des revenus de la

propriété (intérêts, dividendes, loyers perçus, etc.).

A partir de ce revenu disponible, extrapole une notion de revenu « arbitral ». Elle sert de base au calcul du pouvoir d'achat. Il s'agit du revenu disponible, déduction faite des dépenses pré-engagées (ou contraintes) : loyer, chauffage, assurances, abonnements internet, téléphonie mobile, etc., la proportion de ces dépenses pré-engagées a été multipliée par 2 en 50 ans, ce qui a considérablement réduit la latitude financière des ménages.

Prix

L'indice des prix à la consomma-

tion calculé par l'INSEE détermine la variation du niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages entre 2 périodes. Si cette évolution est positive, on parle d'inflation, si elle est négative, on parle de déflation.

L'indice des prix est utilisé pour valoriser un certain nombre de prestations indexées : pensions alimentaires, rentes viagères, loyers d'habitation, etc.

Evolution du pouvoir d'achat

L'évolution du pouvoir d'achat est calculée pour l'ensemble des ménages. C'est la différence entre l'évolution du revenu des mé-

nages et celle des prix. L'évolution du pouvoir d'achat peut, suivant les périodes, être plus ou moins forte par catégories de ménages, par exemple du fait du niveau des prélèvements fiscaux ou de l'attribution des aides sociales sous condition de revenus. L'évolution du pouvoir d'achat réel est mesurée par unité de consommation (UC). Dans un foyer : le premier adulte représente une unité de consommation ; une personne supplémentaire âgée de plus de 14 ans compte pour 0,5 unité de consommation ; chaque enfant de moins de 14 ans vaut 0,3 unité de consommation.

LES FEMMES GAGNENT MOINS, MAIS SONT PLUS POSITIVES QUE LES HOMMES

Selon une enquête du spécialiste des crédits à la consommation Cofidis, les femmes gagnent en moyenne 8000 dinars de moins que les hommes. Les inégalités salariales hommes-femmes perdurent. La nouvelle enquête de la société de crédit à la consommation ne fait que confirmer cet état de fait. En moyenne, les femmes ont un revenu 36% inférieur à celui des hommes. Le revenu moyen d'une femme est de moins qu'un homme. Quelque 28% déclarent également travailler à temps partiel, contre seulement 8% des hommes. Une femme sur quatre déclare qu'elle souffre de difficultés financières en fin de mois, contre seulement 15% des hommes. Les conséquences sont

nombreuses. Le budget dont les femmes disposent est grandement consommé (80%, 90% pour les mères de famille) dans les dépenses de première nécessité comme l'énergie, l'alimentation, le transport, le logement et la santé. Les femmes se retrouvent à découvrir plus souvent que les hommes, et surtout, renoncent plus à leurs loisirs pour des raisons financières. Pourtant, selon l'étude, les femmes se montrent majoritairement plus optimistes que les hommes lorsqu'il s'agit de parler de leur situation financière. Ainsi, elles ont ressenti une baisse plus limitée de leur pouvoir d'achat par rapport aux hommes sur les douze derniers mois. "Il y a une forme de résilience surprenante chez elles",

